

a) Le secteur privé de l'édition juridique en France a toujours occupé une position de premier plan dans la diffusion de la jurisprudence. Il est juste d'observer qu'il a dans une large mesure pallié la relative carence du service public de la justice dans la diffusion de sa production et qu'à certaines périodes, il fut même le seul à assumer cette mission. S'agissant en particulier de la jurisprudence des juridictions du fond, l'État s'en est, jusqu' à tout récemment, principalement remis à l'initiative privée.

Toutefois un certain nombre de critiques portaient sur le coût des produits commercialisés au sein du "marché captif" constitué par les professionnels du droit et, corrélativement, dénonçaient une certaine "confiscation" de la connaissance du droit, ainsi qu'une sélection insuffisamment représentative et pluraliste. Surtout, cette situation apparaissait en décalage avec le puissant mouvement vers la "transparence administrative". L'amélioration de l'accès aux documents administratifs, comme, de façon générale, des relations de l'administration et des citoyens, ne pouvait pas manquer d'alimenter le débat sur la diffusion des données publiques, notamment juridiques. Le droit à l'information devenait liberté publique.

Le passage "du papier au numérique" et le développement des bases de données privées et publiques allaient favoriser les mutations nécessaires.

b) Dans un premier temps, pour améliorer le service rendu aux usagers, le décret du 24 octobre 1984 fonde le service public des bases et banques de données appelé à traiter la jurisprudence du Conseil d'État et de la Cour de cassation. Le secteur privé se voit, pour sa part, confier le traitement de la jurisprudence des cours et tribunaux. La commercialisation des données produites par l'État est assurée par une filiale de la Caisse des dépôts et consignations.

c) Le décret du 31 mai 1996 relatif au service public des bases de données juridiques allait accroître les responsabilités gouvernementales. En particulier son champ d'application recouvre désormais la jurisprudence de toutes les juridictions judiciaires ou administratives.

La production des bases de données relève des institutions d'où elles émanent ou peuvent être confiées à des tiers par délégation de service public. Un temps envisagé pour la jurisprudence des cours d'appel, cette procédure de délégation n'a pas vu le jour.